

Expansion des exportations—Loi

nus». Cela ne veut pas dire 200,000 nouveaux emplois, mais 200,000 emplois créés ou maintenus. Il s'est alors mis à jouer sur les mots, ne pouvant défendre cette affirmation de 200,000 emplois. Les représentants de la Société ont affirmé qu'ils disaient «environ» 200,000, mais jamais absolument ce nombre. Voilà la défense qu'on peut trouver dans les témoignages du comité, parce qu'ils est impossible de prouver que la Société a créé 200,000 emplois. Pour se défendre, les représentants ont prétendu avoir dit: «Eh bien, nous disons environ 200,000».

Monsieur l'Orateur, j'ai entre les mains un document qui démentit cette déclaration au comité. La publicité qui a paru dans le *Journal* d'Ottawa jeudi, le 8 juin 1978, dit: «L'exportation... crée des emplois pour des gens comme vous et moi». Le deuxième paragraphe

L'année dernière, la SEE a consacré 2.6 milliards de dollars au financement de l'exportation canadienne, ce qui a assuré ou créé du travail pour au moins 200,000 Canadiens partout au pays.

On n'y dit pas pour «environ» 200,000 Canadiens. Il n'y a pas là d'hésitation. On a permis à au moins 200,000 Canadiens de conserver ou d'obtenir un emploi, non pas à environ ni à approximativement 200,000 Canadiens. «Pour au moins»—en d'autres termes, plus de 200,000 Canadiens.

Le député de Vancouver Quadra, qui est comptable agréé, je crois, en plus d'être compétent dans d'autres domaines, a réussi à amener le président, M. MacDonald, à nous remettre un document montrant comment on a calculé le nombre d'emplois. D'abord, monsieur l'Orateur, il s'agissait non pas d'emplois, mais d'années-hommes. On voulait parler de 200,000 années-hommes. Il y a toute une différence entre 200,000 emplois et 200,000 années-hommes. Un emploi peut durer six ou 12 mois, et la personne peut se retrouver ensuite sans emploi; mais il en est autrement des années-hommes. C'est comme lorsque le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie) s'est levé lors de la célèbre conférence des premiers ministres sur les emplois bidons, en février dernier, pour dire que les grands projets énergétiques créeraient un million d'emplois. On a parlé de 80 milliards de dollars, mais on n'a pas encore créé un seul emploi. De toute façon, il ne voulait pas parler d'emplois, mais d'années-hommes. Il voulait parler d'emplois bidons. Voilà le genre d'emplois dont ces gens veulent parler: des emplois bidons. Leurs belles paroles créent chaque année environ 200,000 emplois bidons.

On leur a donc demandé d'expliquer au comité grâce à quels calculs ils étaient arrivés à ces résultats. Monsieur l'Orateur, c'était risible. Il était tragique de voir quel tissu de balivernes on a servi au comité pour montrer comment on était arrivé à ce chiffre de 200,000 emplois. Je vais laisser le député de Vancouver Quadra vous prouver dans son style pragmatique d'expert-comptable que 200,000 emplois, c'est de la frime. C'est de l'invention pure et simple. Ces 200,000 emplois que l'on annonce dans tout le Canada, c'est de l'invention! Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Cullen) n'aurait pas à s'en faire si les chiffres avancés par la SEE étaient exacts, il pourrait fermer les portes de son ministère. Il y aurait 200,000 nouveaux emplois tous les ans. Il pourrait fermer ses portes et nous épargnerions des milliards en prestations d'assurance-chômage.

Pour vous citer mes sources, à la page 22 du fascicule 36, on a discuté toute cette affaire, et le député de Vancouver Quadra

[M. Crosbie.]

a fait remarquer qu'aucune méthode ne donnait ce résultat. M. MacDonald a dit:

... Ce chiffre, comme la note de service tente de l'expliquer, est calculé à vue de nez...

Peut-être parlait-il de 200,000 nez, non de 200,000 emplois. Avez-vous déjà entendu de votre vie pareil jargon imbécile, monsieur l'Orateur? Je vais lire ce passage encore une fois:

Ce chiffre, comme la note de service tente de l'expliquer, est calculé à vue de nez pour ainsi dire, c'est-à-dire qu'on calcule à peu près—comme cela se fait bien souvent avec une marge raisonnable d'erreur—le nombre des emplois créés pour tant de millions de dollars de dépenses par industrie.

C'est là pur jargon d'Ottawa, mais nous ne nous laissons pas mystifier par ce jargon, monsieur l'Orateur. Nous voyons bien qu'il s'agit d'une expression dénuée de sens et qu'il n'y a pas moyen de prouver cette affirmation. Puis il ajoutait un peu plus loin:

Voilà pourquoi nous disons qu'il s'agit d'un chiffre approximatif. Nous ne prétendons pas donner un compte statistique précis. Nous disons: environ 200,000.

En d'autres mots, c'est de la pure fiction. Quand Edgar Rice Burroughs imaginait Tarzan se balançant d'un arbre à l'autre, il aurait tout aussi bien pu s'exprimer dans ce jargon pour dire «environ 200,000». Cela faisait environ 200,000 fois que Tarzan sautait de branche en branche. Un compte statistique de l'esprit. C'est un comble! A vue de nez!

«Allons-y à vue de nez». Chaque fois que quelqu'un essaiera de me coincer en me posant une question dont je ne connais pas la réponse, je me lèverai et je dirai: «Messieurs, il faut en fait y aller à vue de nez, et à vue de nez les statistiques démontrent que telle et telle chose est exacte.» La personne en question devrait faire une carrière politique, monsieur l'Orateur. On voit facilement où il ira quand il quittera la Société pour l'expansion des exportations. Voilà donc pour le nombre d'emplois créés. Cette société de la Couronne a dépensé \$177,000 cette année en publicité mensongère partout au Canada. Il n'est pas étonnant que nous en soyons si dégoûtés que nous allons voter contre ce bill en troisième lecture. J'espère que les ministres présents aujourd'hui persuaderont leur collègue d'accepter notre amendement de façon que nous puissions forcer cette société à réapparaître devant notre comité d'ici 3 ans et demi à 5 ans pour la surveiller. Nous devons nous assurer de la garder sous notre coupe.

Nous avons entendu dire que l'Association des banquiers canadiens a écrit au ministre des Finances (M. Chrétien) et fait parvenir une copie de la lettre au ministre de l'Industrie et du Commerce, indiquant les changements qu'on pourrait apporter au fonctionnement de la SEE. Nous avons cru comprendre que le mémoire formulait certaines critiques et certaines propositions de changements et nous avons donc demandé à le voir. Un comité de votre Chambre, monsieur l'Orateur, était en train d'étudier ce bill et nous avons demandé à voir le mémoire de l'Association des banquiers canadiens. Eh bien, le ministre de l'Industrie et du Commerce a sursauté, toussoté, hésité et a dit qu'il étudierait la question. Deux semaines plus tard, il a répété qu'il étudierait la question, et deux semaines plus tard, qu'il étudierait encore la question, et il s'est inquiété de ce qu'en penserait l'Association des banquiers canadiens. Puis il s'est inquiété de ce qu'en penserait le ministre des Finances. Puis il s'est inquiété de ce qu'en penseraient ses collègues. Puis il s'est inquiété de ce qu'il en pensait lui-même, et nous avons traversé huit semaines